



**CONSULTATION PUBLIQUE SUR L'ANALYSE DES MARCHES PERTINENTS  
DES SERVICES DE CAPACITE**

**Projet de décision concernant les marchés de gros et de détail des services de capacité  
Mis en consultation publique du 21 juin au 21 juillet 2006**

**CONTRIBUTION DE LA SOCIETE MEDIASERV**

MEDIASERV tient à remercier l'ARCEP de lui permettre de contribuer à son analyse des marchés pertinents des services de capacité. En effet, MEDIASERV accorde une attention toute particulière à la régulation de ces marchés et en particulier des marchés de gros dans la mesure où ses besoins en services de capacité sont importants.

MEDIASERV est un opérateur qui intervient dans les Départements d'Outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion) et a recours pour ce faire à l'offre DSLE de FRANCE TELECOM pour la fourniture de ses services. Cette offre constitue donc une prestation essentielle pour le développement de l'activité de MEDIASERV et représente un pourcentage non négligeable de ses charges (de l'ordre de 40 % des coûts par abonné).

Dans ces circonstances, MEDIASERV ne peut qu'accueillir favorablement la désignation de FRANCE TELECOM comme opérateur exerçant une influence significative sur ces marchés et l'imposition à ce titre d'obligations *ex ante*.

En revanche, MEDIASERV émet de vives réserves quant à l'allègement des remèdes en matière tarifaire que l'ARCEP envisage de mettre en œuvre et qui conduirait en substance à n'imposer à FRANCE TELECOM qu'une obligation de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction sur des marchés de gros essentiels et structurants pour les opérateurs alternatifs, à savoir :

- Le marché de gros des prestations de segment terminal (à l'exclusion des prestations de débit inférieur à 10 Mbit/s) ;
- Le marché de gros des prestations de circuit interurbain intra-territorial ;
- Les marchés de gros des prestations de transit inter territoires (à l'exclusion des prestations incluses dans le marché de gros du circuit interurbain Métropole – Réunion ;

Y compris pour les prestations qui leur sont associées (à l'exclusion des prestations de colocalisation, de raccordement distant et de complément terrestre).

En effet, la pertinence de la régulation tarifaire proposée par l'ARCEP sur ces marchés est faussée par le caractère insuffisant de l'analyse du niveau de développement de la concurrence sur ces marchés dans les DOM.

L'ARCEP produit une analyse globale de la concurrence qui ne s'appuie sur aucun indicateur de concurrence spécifique à l'état du marché dans les DOM et semble ne reposer que sur des éléments propres à la métropole. L'ARCEP mentionne d'ailleurs dans le cours de son analyse<sup>1</sup> que « *l'analyse qui suit est essentiellement fondée sur des raisonnements de type qualitatif, l'Autorité n'ayant pas pu obtenir d'éléments chiffrés précis sur ces marchés* ».

MEDIASERV considère qu'en ne tenant pas compte de l'environnement concurrentiel particulier dans les DOM, l'ARCEP envisage à tort d'alléger la régulation tarifaire imposée à FRANCE TELECOM.

En effet, le monopole que détient FRANCE TELECOM sur les différents types de segment (monopole sur les liaisons louées terrestres et forte présence au sein des consortiums de câbles sous-marin) lui permet de fixer ses tarifs de façon indépendante de ses concurrents. L'historique du marché des services de capacité, et notamment les nombreux contentieux sur ce sujet<sup>2</sup>, témoigne d'ailleurs du fait que seule une régulation tarifaire stricte des marchés de gros est de nature à assurer que ces services sont accessibles à des tarifs assurant un espace économique aux opérateurs alternatifs.

MEDIASERV souhaiterait donc que l'ARCEP intègre la spécificité des marchés d'outre-mer dans son analyse en prenant en considération les caractéristiques essentielles du secteur des communications électroniques dans les DOM et en particulier :

- La taille des marchés sur lesquels les opérateurs tels que MEDIASERV opèrent ;
- Les contraintes géographiques spécifiques (éloignement et insularité) ;

et tienne compte de la faiblesse de la pression concurrentielle qui en résulte.

MEDIASERV constate en effet que, sur cette partie du territoire (les départements d'Outre Mer) inclut dans l'analyse, la pression concurrentielle n'est pas suffisamment forte pour écarter le risque que FRANCE TELECOM ne profite d'un allègement de la régulation tarifaire pour augmenter sensiblement ses prix de gros.

Constitutive d'une véritable barrière à l'entrée, une telle augmentation risquerait de remettre en cause les bases sur lesquelles la compétitivité de MEDIASERV est fondée, à savoir l'accès à des offres de gros lui permettant de répliquer les offres de détail de ses concurrents et notamment de FRANCE TELECOM.

---

<sup>1</sup> Cf. développements relatifs aux marchés du circuit interurbain inter-territorial (p. 88).

<sup>2</sup> Voir notamment décision n°02-147 de l'ARCEP du 12 février 2002 se prononçant sur le différend opposant MFS Communications à FRANCE TELECOM relatif à la fourniture par FRANCE TELECOM de liaisons louées aux opérateurs tiers ; Jugement du Tribunal de commerce de Paris du 5 décembre 2001 (affaire CEGETEL / FRANCE TELECOM) ; Décision n°04-376 du 4 mai 2004 se prononçant sur un différend opposant Outremer Télécom à France Télécom.

En conclusion, MEDIASERV considère que :

- au regard de l'état actuel de la concurrence sur les marchés de gros des services de capacité dans les DOM, l'obligation de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction n'est pas suffisante ;
- le développement et la compétitivité des opérateurs alternatifs dans les DOM passent, jusqu'à l'avènement d'une pression concurrentielle suffisante, par le maintien à la charge de FRANCE TELECOM d'une obligation de pratiquer des tarifs orientés vers les coûts pour l'ensemble des marchés de gros des services de capacité des DOM.

Il est essentiel que, dans l'attente d'une pression concurrentielle suffisante, l'ARCEP veille à garantir aux opérateurs alternatifs dans les DOM que la régulation tarifaire n'ait pas pour effet d'augmenter les coûts qu'ils supportent actuellement.

En conséquence, MEDIASERV demande à l'ARCEP de bien vouloir procéder à une analyse complémentaire sur les marchés de gros des DOM (en adressant si nécessaire un questionnaire aux principaux acteurs desdits marchés, tant du côté de l'offre que de la demande) et adapte les remèdes qu'elle envisage d'adopter en considération des résultats de cette analyse.

MEDIASERV est bien entendu à la disposition des services de l'ARCEP pour leur communiquer toute information en sa possession de nature à éclairer l'ARCEP sur l'état des marchés de services de capacité dans les DOM.

\*                      \*

\*